FOCUS

Quelle perception du droit et des juristes ont les dirigeants d'entreprise ?

La huitième édition du Business & Legal Forum, dont Option Droit & Affaires est partenaire depuis ses débuts, avait lieu la semaine dernière. L'occasion de présenter l'étude, la troisième du genre, sur la perception du droit et des juristes par les dirigeants et les responsables opérationnels des entreprises.

Cette troisième enquête a été réalisée par l'équipe du Business & Legal Forum et le centre de recherche LegalEdhec de l'EDHEC Business School. Or par rapport à 2009, les changements de perceptions sont édifiants. A l'époque, les dirigeants faisaient état d'une compréhension difficile de la matière du droit, due à une multitude de textes. Seule une minorité d'entre eux percevait le droit comme une source d'avantages concurrentiels. Un tiers des répondants estimaient même qu'une entreprise pouvait être performante tout en étant régulièrement dans l'illégalité !

Fort heureusement depuis, les notions de compliance et de sécurité juridique ont été portées dans les débats publics. Et si le droit n'est toujours pas perçu comme le moteur du business par les dirigeants, il compte de plus en plus. Il se place désormais au même plan que les dimensions marketing et RH.

68% des répondants de l'étude menée cette année perçoivent le droit comme un facteur d'organisation et de pérennité de l'entreprise. 30% le considèrent même comme une source d'avantage concurrentiel. Les qualificatifs les plus utilisés pour le décrire sont : « indispensable », « structurant », « protecteur » ou encore « réactif ». Dont acte.

Une meilleure intégration des équipes juridiques à l'opérationnel

Pour 93% des dirigeants interrogés, la direction juridique inspire confiance. Les juristes sont désormais considérés comme des business partners (55%), faisant preuve d'éthique et attachés à trouver des solutions. Les qualificatifs positifs les plus fréquemment cités sont « compétence », « professionnalisme », ou encore « pragmatique ». Au niveau des points négatifs, on leur reproche encore leur manque de vision globale, leur frilosité, leur lenteur. L'un des commentaires les plus originaux étant « des emmerdeurs qui justifient leur salaire ». (!!!)

Autre point non moins intéressant de l'étude : les attentes des dirigeants et opérationnels à l'égard de la direction juridique et des juristes. La conformité et les risques arrivent sans surprise en tête des domaines prioritaires (74%). Mais leur capacité à être « business oriented » est également recherchée. Par voie de conséquence, et même si des progrès sont relevés en la matière, les membres des directions juridiques pourraient être mieux intégrés au sein de l'entreprise. Un peu plus d'un tiers des répondants souhaiteraient par exemple voir un juriste intégrer leur direction opérationnelle ou fonctionnelle.

La préférence de recours aux juristes plutôt qu'aux avocats

L'étude révèle enfin que les dirigeants préfèrent travailler avec leurs juristes internes plutôt qu'avec des conseils externes. 93% souhaiteraient même avoir recours le moins possible à des prestataires extérieurs. C'est notamment le cas pour les questions contractuelles ou pour l'information liée à une réglementation. En définitive, plutôt des problématiques de gestion quotidienne. Car cette préférence interne est moins nette pour les sujets liés au lobbying ou pour des questions portant sur le M&A. Et le choix de l'avocat prédomine clairement en cas de contentieux (62% des cas). Une nouvelle preuve, s'il en était besoin, de l'importance de créer le statut d'avocat en entreprise pour gérer les questions juridiques journalières. Les problématiques juridiques exceptionnelles et judiciaires relevant des missions du conseil externe. Mais au regard de l'agressivité à l'égard des juristes dont ont fait preuve certains représentants de la profession d'avocats lors de leur congrès annuel le week-end dernier¹, on peut douter fortement de leur bon vouloir à faire évoluer la question. ■

1. <https://www.linkedin.com/pulse/le-repr%C3%A9sentant-de-la-profession-des-avocats-dit-non-au-fougou?trk=hp-feed-article-title-publish>

**Option
DROIT & AFFAIRES**

Directeur de la publication :
Jean-Guillaume d'Ornano
01 53 63 55 55
Rédactrice en chef :
Ondine Delaunay Chambaud 01 53 63 55 61
ondine.delaunay@optionfinance.fr
Rédaction :
Coralie Bach 01 53 63 55 73
coralie.bach@optionfinance.fr

Editeur & Responsable Commerciale:
Lucy Letellier 01 53 63 55 56
lucy.letellier@optionfinance.fr
Assistante : Sylvie Alinc 01 53 63 55 55
sylvie.alinc@optionfinance.fr
Conception graphique :
Florence Rougier 01 53 63 55 68
Maquettiste : Gilles Fonteny (55 69)
Secrétaire générale : Laurence Fontaine
01 53 63 55 54
Responsable des abonnements :
Céline Hemon 01 53 63 55 58
celine.hemon@optionfinance.fr

Ce numéro comporte un supplément
Classement M&A

Administration, abonnements
Service abonnements :
10 rue Pergolèse 75016 Paris
Tél 01 53 63 55 58 - Fax 01 53 63 55 60
optionfinance : abonnement@optionfinance.fr
Impression : Ambiance graphique - 2 rue Alain
Colas - 17180 Périgny
N° de commission paritaire : 0117 190179
N° ISSN : 2105-1909
Editeur : Option Droit & Affaires est édité par
Option Finance SAS au capital de 2 043 312 euros.
Siège social : 10 rue Pergolèse
75016 PARIS - RCS Paris B 342 256 327
Fondateur : François Fahys
Option Finance édite : Option Finance,
Option Finance à 18 heures,
Option Droit & Affaires, Funds, Family Finance,
AOF, Option Finance Expertise.

**Option
Finance** 10 rue Pergolèse • 75016 Paris • Tél. 01 53 63 55 55